

Supplément hebdomadaire des
DOCUMENTS du PROGRÈSADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
Lausanne
3, Jumelles — Tél. 12-44

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
et pour l'organisation de son progrès »

ABONNEMENTS :

Edition hebdomad. : Suisse,
3 fr. par an ; autres pays,
5 fr. par an.Avec la Revue internationale
« Les Documents du Progrès » :
France et Suisse, 7 fr. par
an ; autres pays, 10 fr. par an.

Le numéro : 5 cent.

Comité d'action suisse de la Ligue : Dr Auguste FOREL ; A. SUTER, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; Dr R. BRODA ; O. NIPPOLD, ancien professeur à l'Université de Berne ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. PEYTRF QUIN, prés. du cons. d'adm. du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. WASSERMANN, vice-président de l'Ordre pour l'Action sociale et morale, Lausanne ; E. GUINAND, de la Société vaudoise de la Paix ; H. HODLER, président de l'Association Espérantiste, Genève, etc.
Président de la Ligue : Dr R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; W. FOERSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Emile VANDERVELDE, ministre belge ; CASTBERG, ministre norvégien ; Dr de Magalhães LIMA, ancien ministre de l'Instruction publique, Lisbonne, etc.
Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité d'action, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Projets des résolutions

SOUMIS À L'APPRECIATION DE LA

Commission permanente pour la protection des intérêts menacés de l'Humanité

Dans notre dernier numéro, nous avons publié l'ordre du jour de la séance constitutive de cette Commission, qui aura lieu à l'Hôtel-de-Ville de Lausanne, le dimanche 11 juillet, à 9 h. 1/2 du matin et se continuera à 2 heures de l'après-midi. Tous les délégués seront libres de proposer des résolutions à l'agrément de la Commission. Nous publions ci-après celles qui seront proposées par M. R. Broda au nom de la Ligue pour la Défense de l'Humanité et pour l'Organisation de son Progrès :

1. « La Commission permanente pour la protection des intérêts menacés de l'Humanité — instituée par la Conférence internationale de Berne, composée de délégués de différentes associations de progrès moral des pays belligérants et neutres et réunie à l'Hôtel-de-Ville de Lausanne — invite les associations de progrès moral de tous les pays à sortir de leur isolement mutuel, à reprendre l'échange de vues sur les grands problèmes qui confrontent la collectivité humaine, la lutte solidaire contre les dangers qui menacent notre patrimoine commun et la collaboration au progrès de la civilisation.

La Commission les invite à se servir librement de ses organes continuant à paraître dans les pays divers — « Voix de l'Humanité », « Documents du Progrès », « La Justice internationale » et leurs revues sœurs en langues allemande, anglaise, espérantiste et hongroise — pour tous les appels qu'elles voudraient adresser à l'opinion étrangère et pour tous les documents qu'elles jugeraient utiles de soumettre à l'appréciation de la conscience universelle. »

2. « La Commission permanente pour la protection des intérêts menacés de l'Humanité confirme la protestation CONTRE TOUTE ANNEXION DE N'IMPORTE QUEL PAYS CONTRE LA VOLONTÉ DE SES HABITANTS, exprimée solennellement par la Conférence de Berne.

« Ayant pris connaissance des plans d'ANNEXION DE LA BELGIQUE PAR L'ALLEMAGNE, qui se sont accentués au cours de ces dernières semaines, elle fait appel aux couches libérales et démocratiques du peuple allemand, pour que celles-ci s'opposent efficacement à la réalisation de ces desseins.

« Elle leur rappelle qu'en incorporant à l'Allemagne une grande et fière nation étrangère qui ne veut pas mourir, on créerait à l'empire des difficultés intérieures insurmontables et on amènerait des guerres terribles de revanche et de libération, préjudiciables aux générations futures de l'Allemagne comme à celles du monde entier.

« La Commission ayant pris connaissance des ASPIRATIONS ITALIENNES SUR LA DALMATIE SLAVE, en appelle à la nation de Garibaldi pour que celle-ci ne viole pas le principe des nationalités qui est la base même de son existence nationale et pour qu'elle ne crée pas une Serbo-Croatie irredente sur les bords de l'Adriatique, après avoir fait la guerre pour « AFFRANCHIR les populations italiennes voisines. »

3. « La Commission permanente,
« Ayant pris connaissance des projets d'une NOUVELLE CAMPAGNE D'HIVER qu'on ébauche, d'un cœur assez léger dans différents pays,

« Ne doute ni de la force de résistance de toutes les armées belligérantes, prêtes à supporter toutes les fatigues imposées par le devoir, ni de la volonté des populations civiles d'assumer tous les sacrifices qui leur paraissent nécessaires pour arriver à une paix durable,

« Mais se permet d'attirer l'attention de l'opinion universelle sur les plans concordants d'une paix durable, basée sur le droit, élaborée par les récentes conférences internationales de La Haye et de Berne et dont la réalisation ne présuppose point l'écrasement de l'un des adversaires

« et prie les gouvernants de bien peser la responsabilité énorme encourue par la destruction de toute une génération valide des peuples européens résultant d'une prolongation indéterminée de la guerre actuelle. »

4. « La Commission permanente,
« Ayant pris connaissance de plusieurs symptômes redoutables qui nous font craindre que nous ne soyons AU LEBUT D'UNE SERIE DE GUERRES UNIVERSELLES (rêves annexionnistes, propagation de la haine entre les peuples, extension du système militariste dans les pays qui l'avaient repoussé jusqu'alors),

« En appelle à l'humanité délirante pour que celle-ci se ressaisisse enfin et s'éveille à la compréhension du danger énorme qui la menace d'horreurs plus affreuses même que celles de l'heure présente,

« Et pour qu'elle étudie d'une manière sérieuse les moyens propres A METTRE FIN A L'ANARCHIE INTERNATIONALE, servant ainsi l'intérêt solidaire de tous les peuples belligérants et neutres. »

5. « La Commission permanente attire l'attention de l'opinion sur les REPRESAILLES exercées mutuellement par les différents pays belligérants (tout récemment encore en ce qui concerne le traitement des prisonniers respectifs), course à la barbarie qui menace d'effacer les derniers vestiges du droit des gens.

« Elle rappelle aux pays belligérants l'ancienne vérité qu'on ne peut pas être juge et partie et l'expérience nouvelle que l'aggravation du sort des prisonniers, même édictée en guise de représailles, n'amène que trop facilement comme représailles nouvelles une AGGRAVATION du sort des propres co-nationaux, allant ainsi A L'ENCONTRE du but proposé.

« Elle attire leur attention sur le fait qu'une AMELIORATION du sort des prisonniers pourrait plutôt éveiller des instincts humains chez l'adversaire et servir mieux la cause des nationaux.

« La Commission, à ce point de vue, salue l'initiative des deux délégués du Conseil fédéral suisse qui, en expliquant en France et en Allemagne respectivement les attentions relatives dont jouissent les prisonniers dans les pays respectifs, se sont efforcés de créer des dispositions plus favorables à une amélioration concordante du sort des malheureux captifs.

« Elle rend hommage à cette nouvelle initiative suisse s'ajoutant à toutes celles qui ont su main-

tenir quelques rudiments de traditions humanitaires, au milieu des passions haineuses déchaînées. »

La Commission examinera tous ces projets de résolution, ainsi que ceux qui lui seraient présentés par d'autres délégués.

Le Secrétariat provisoire de la Commission.

Comment organiser les volontés et les forces pour le bien par la paix et le travail ?

Dans ma brochure sur « Les Etats-Unis de la terre » (Peytrequin, rue de la Louve 4, Lausanne), j'ai nié la faillite du pacifisme. Il y a néanmoins en lui une chose qui est actuellement en faillite, il faut l'avouer, ce sont ses forces matérielles. La question est digne d'être examinée de plus près.

Même les pacifistes avouent presque tous qu'une armée de défense légitime est, actuellement et provisoirement du moins, nécessaire. Mais qu'est-ce qu'une légitime défense ? Dans la présente guerre, comme dans presque toutes les guerres passées, toutes les nations qui s'entretenant prétendent être en état de légitime défense. Si l'on tient compte non seulement du moment ou plutôt du prétexte saisi pour commencer la guerre, mais en outre de toutes ses préparations antérieures en vue de l'avenir, je crois être près de la vérité en disant que seuls le Luxembourg et la Belgique n'ont jamais pensé attaquer personne et que chez tous les autres il y a une doublure d'hypocrisie plus ou moins accentuée dans l'emploi du mot « défensive ».

Nous observons actuellement la faillite, du moins provisoire, de la plupart des organisations internationales, par exemple du socialisme et de la franc-maçonnerie. Même dans l'ancien Ordre (religieux) des Bons Templiers, la Grande Loge allemande s'est séparée des autres à cause de l'Angleterre. Notre Ordre neutre des Bons Templiers se maintient encore et cherche à resserrer ses liens internationaux et pacifiques pour l'abstinence de l'alcool, malgré les souffrances, qu'il éprouve par suite de la guerre.

Le militarisme, lui, n'a pas fait faillite, bien au contraire ; il fait rage plus que jamais, mais il amène la faillite de la civilisation mondiale et des religions ! Il s'enfle d'orgueil comme un vésicatoire, tout en saignant les forces physiques et morales de l'humanité, tant et si bien qu'il pourrait arriver à en crever, ce qui ne serait certes pas dommage. C'est là ce qu'il s'agit de démontrer aujourd'hui aux nations en anarchie.

Pour cela, il faut rendre inutiles toutes les guerres, même défensives, à l'aide d'une bonne organisation internationale ou plutôt super nationale de notre bête féroce humaine pour le bien, car nous devons renoncer à enlever l'hypocrisie de la cervelle humaine ; ce serait absolument au-dessus de ses capacités innées. Comme je l'ai déjà dit, il faut dans ce but enlever aux nations tout intérêt à s'exploiter ou à s'opprimer mutuellement. On peut le faire à l'aide d'une fédération universelle qui leur en ôte l'envie et la possibilité. Il faut organiser partout les énergies humaines, comme le dit Ostwald. Imitons, donc les bonnes organisations internationales, comme celles du féminisme et de l'abstinence, sans toutefois nous mêler à elles, ce qui amènerait de très fâcheuses confusions. Tâchons, ensuite, une fois que

nous serons bien organisés, de gagner un Etat neutre qui nous aide à prendre l'initiative.

ORGANISATION! Oui, sans aucun doute. En cela, il nous faut imiter le militarisme, même le militarisme allemand et sa parfaite discipline. Mais notre organisation supranationale ne doit être ni prussienne, ni impérialiste, ni féodale; elle ne doit être au profit d'aucune caste, ni d'aucune nation ou nationalité aux dépens des autres. Elle doit être une organisation de la liberté compatible avec le bien social de l'humanité, organisation fondée sur la base du droit de tous les individus et de tous les peuples.

Pour cela, il faudrait établir un contrôle efficace du pouvoir supranational à établir sur les armées, c'est-à-dire sur le désarmement progressif réciproque des nations, désarmement qui devra être proportionnel au nombre de leurs habitants. Je renvoie du reste, pour ce sujet et pour celui des colonies et des races humaines, à mes « Etats-Unis de la terre », déjà cités.

Pour atteindre le but, il s'agit donc d'organiser fortement les volontés humaines par le travail pour la liberté. Il faut que, sans relâche, nous cherchions et trouvions les moyens de faire comprendre notre but en tout pays. Il faut que les hommes en prennent conscience, alors seulement nous aurons la force de nous organiser systématiquement pour briser la puissance brutale des militarismes nationaux. Mais en ce moment pareille volonté mûrit rapidement sous le bruit du canon. Profitons-en sans perdre un instant! Vouloir, c'est pouvoir!

La première chose à faire, c'est que, dans chaque pays du monde, à l'aide de l'effort de notre Comité central de La Haye, chaque nation organise le plus rapidement possible dans chacun de ses districts et dans chacune de ses communes, villes ou villages, des groupes pour la paix, groupes formés d'hommes et de femmes adultes (majeurs) qui déclarent approuver, par pétitions faites en masse notre Programme minimum de La Haye, programme mûrement réfléchi et acceptable par tous. A cet effet, il faut que nous organisions partout des Comités spéciaux de propagande pacifiste pour fonder des groupes locaux.

On fera signer les personnes présentes qui le voudront et circuler en outre dans toutes les communes ou dans les quartiers des villes une liste de signatures pour adultes avec un en-tête comme ci-dessous :

Organisation (nom de la nation)

et centrale internationale pour l'étude d'un traité de paix durable, groupe de

« Il va sans dire que personne ne pense à demander actuellement la paix aux belligérants. Notre programme est fait dans un but d'avenir. C'est une préparation pour une paix durable.

« Une organisation s'est fondée le à (adresse exacte). Il est bien entendu qu'elle doit agir d'accord avec l'organisation centrale de La Haye, Theresiastraat 51, toutes les forces d'action devant être fortement coordonnées entre elles.

« Les personnes adultes soussignées habitant déclarent adhérer à l'Association et internationale ci-dessus sans vouloir par là préjuger les additions et les améliorations du Programme minimum. »

Mais cela ne suffit pas encore; il faudrait engager tous les adultes qui veulent la paix dans le monde entier à porter courageusement à leur boutonnière ou sous la forme qu'ils voudront un insigne de ralliement universel, insigne qui affirme leur volonté en vue de l'obtention d'une paix durable entre les nations. On pourrait à cet égard se contenter de deux ou trois lettres ayant une signification internationale en toute langue, c'est-à-dire en latin : S. N. P. (supra nationes pax) ou P. S. N. (Pax supra nationes) ou encore plus simplement S. N. (super national, supra nationes). Pareil insigne doit représenter un engagement sa-

cré des convictions pacifiques supranationales de son porteur. Par là, il ne reniera aucunement son patriotisme national, bien au contraire, il l'ennoblira en vue de l'accord des nations fédérées sur un pied d'égalité parfaite des droits primordiaux des individus. Personne et aucune nation ne doit avoir honte de placer les intérêts de l'humanité, entière au-dessus des mesquineries et des ambitions du chauvinisme national en votant pour des cours suprêmes d'arbitrage et de conciliation, obligatoires pour toutes les nations.

Où git la force du militarisme? Sans aucun doute dans la bonne et forte organisation de ses unités individuelles et dans sa discipline. Organisons donc et coordonnons fortement nos énergies pacifiques contre la guerre et nous vaincrons le militarisme! Il faut en effet des hommes pour manier les canons, les fusils, les avions et les sous-marins. Or, nous aurons pour nous la grande majorité des hommes, j'en suis certain, dès qu'ils auront bien compris partout notre but. Ce qui nous manque encore ce sont les têtes capables de discipliner les masses pour la paix par le travail. C'est pourquoi nous ne parlons pas de désarmement subit, pas même dans un avenir prochain. Il faut néanmoins commencer immédiatement à canaliser les volontés dans le bon sens chez tous les peuples, tout en les instruisant.

Courage donc et en avant. Que chacun fasse son devoir sans tarder.

Dr A. FOREL.

Que veut-on obtenir par les armes?

Réponse de M. Edouard Bernstein,

membre du Reichstag allemand.

Je n'exige rien du « succès des armes » dans la guerre actuelle, car cette guerre est une guerre impérialiste, au moins pour une des puissances alliées et pour le bloc des puissances du centre; une guerre qui ne vise point une idée de justice, un principe supérieur pour le règlement des relations internationales, mais qui a la présomption de restreindre la liberté des peuples selon les fins et les intérêts des gouvernants et de régler les relations des peuples d'après l'utilité des Etats. Etant socialiste, j'ai sur les intérêts populaires des opinions foncièrement différentes, des opinions des gouvernants. Je n'exige donc rien du succès des armes et ce que je désire est entièrement indépendant de la victoire ou paraît même éventuellement être en contradiction avec cette victoire.

Je désire le rétablissement de l'Europe, mais cela ne veut point dire que j'exige le rétablissement entier du « statu quo ante bellum », mais simplement la réalisation d'un état de choses qui permette une coopération des Etats et le règlement de tous les conflits d'après l'intérêt général. Mais ce but ne peut guère être atteint si l'un des deux groupements belligérants, fort de sa victoire, dicte à l'autre les conditions de la paix. Mon but ne peut être atteint que dans deux cas : ou bien que le groupement victorieux n'use pas de toutes les possibilités de sa victoire, ou bien, s'il n'y a ni vainqueur ni vaincu, c'est-à-dire si les deux côtés, comprenant que la guerre est irrationnelle, mettent fin à la guerre et refusent de laisser continuer le carnage et les ravages ignominieux.

Il serait assez difficile et assez oiseux de discuter la future carte de l'Europe : nous ne pouvons qu'esquisser quelques points de vue principaux et demander la réalisation de tous les desiderata qui peuvent se réaliser pratiquement sans produire de nouveaux sujets de discussion.

Considérons l'exemple de la Pologne. D'après le point de vue socialiste, il serait désirable qu'une libre Pologne soit reconstituée, embrasant tous les pays habités, en majeure partie par des Polonais, mais ni les puissances centrales, ni la Russie ne désirent la constitution d'une telle Pologne libre. Elles ne recherchent qu'une nouvelle répartition des terres polonaises, chose peu intéressante, au point de vue de la politique dé-

mocratique. Pour envisager tout de même cette question particulière, tout dépendrait de la tournure des relations futures entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre.

Quant aux Balkans, la question se pose d'une manière différente au cas d'une victoire des puissances centrales et au cas d'une guerre indéfinie et de même naturellement dans l'éventualité que je ne considère pas probable, d'une victoire russe. Une revendication qui serait possible dans le premier cas serait une impossibilité politique si, la dernière éventualité se réalisait. Des considérations parallèles peuvent s'appliquer aussi à la question d'Alsace-Lorraine. Pour ces raisons et pour d'autres, je ne vois aucune utilité de lier « au succès des armes » des revendications quelconques.

Il n'y a plus d'Europe. Ce mot exagéré au temps du vieux Thiers est devenu aujourd'hui vérité désastreuse. Toutes les revendications relatives à la carte politique du continent ne peuvent être que des spéculations vagues : les partis démocratiques feraient mieux en ce moment de se borner à la défense de leurs principes s'appliquant aux RELATIONS des peuples.

Il n'y a pour moi qu'une seule probabilité : dès que la fièvre de la guerre sera passée, il y aura une grande désillusion des masses populaires. Je ne crois pas que la guerre puisse résoudre aucune des grandes questions de l'époque, MAIS JE CROIS QUE CETTE DESILLUSION AURA DES CONSÉQUENCES ENORMES SUR LA MENTALITÉ POLITIQUE DES PEUPLES.

Réponse de M. Umfried,

pasteur, vice-président de la Société de la Paix d'Allemagne.

Les relations futures de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Les problèmes de l'Occident me paraissent plus clairs que ceux de l'Orient. J'ai l'impression que les lignes directrices des relations futures entre l'Allemagne et l'Angleterre ressortent d'ores et déjà pour l'homme politique clairvoyant. Un discours que M. Dernburg a fait en Amérique au mois d'avril est significatif à cet égard. Sa thèse était à peu près celle-ci, que l'Allemagne n'aspire pas à faire de conquêtes mais qu'elle désirerait — en compensation pour la restitution éventuelle de la Belgique conquise — recevoir satisfaction pour certaines de ses revendications générales et obtenir tout particulièrement la « liberté des mers » et la « porte ouverte dans les colonies ». La liberté des mers, c'est-à-dire l'abandon du droit de capture, la liberté du passage de Gibraltar et d'Aden et des concessions qui permettraient à l'Allemagne de construire des ports charbonniers qui serviraient au ravitaillement en charbon de ses navires. Sir Edward Grey a déclaré, au printemps de 1914, que le gouvernement britannique pourrait, en certaines circonstances, abandonner le droit de capture. Ayant reconnu, au cours de cette guerre, qu'aucun blocus ne peut empêcher le peuple allemand de se nourrir, il ne céderait rien d'important qui ne serait déjà devenu dénué de sens par la force des choses. Quant à la porte ouverte dans les colonies, il s'agirait des tarifs protecteurs institués par le Canada, l'Afrique du Sud et l'Australie en faveur de la Grande-Bretagne. La statistique commerciale montre toutefois que ces tarifs protecteurs n'ont pas eu le résultat désiré et que l'exportation allemande a continué à s'accroître. On peut espérer que l'Angleterre, qui avant la guerre était presque prête à conclure une convention coloniale avec l'Allemagne, convention qui aurait agrandi les possessions allemandes, sera prête au moins à restituer à l'Allemagne ses anciennes colonies. L'Allemagne, de son côté, abandonnerait toute aspiration sur les colonies anglaises et libérerait la Belgique. Je crois que ceci permettrait la conclusion d'une entente entre l'Angleterre et l'Allemagne et avec celle-ci la solution du plus grand problème posé par la guerre.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.